



Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PREFET DES LANDES

Direction de la coordination des politiques
publiques et de l'appui territorial
Bureau du développement local
et de l'ingénierie territoriale

Arrêté DCPAT n° 2018 -270

INSTALLATIONS CLASSEES POUR LA PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT

**Arrêté fixant des prescriptions complémentaires aux établissements ABEL CRABOS
relatives à l'exploitation d'une unité de traitement de plumes et duvets à SAINT-SEVER**

**Le préfet des Landes
Chevalier de l'ordre national de la Légion d'honneur
Chevalier de l'ordre national du Mérite**

VU le Code de l'Environnement et notamment les livres Ier et V des parties réglementaire et législative ;

VU le Code Rural ;

VU le Code du Travail, et notamment son article R. 231-53 ;

VU l'arrêté du 2 février 1998 modifié relatif aux prélèvements et à la consommation d'eau ainsi qu'aux émissions de toute nature des Installations Classées pour la Protection de l'Environnement ;

VU l'arrêté préfectoral du 12 décembre 2005 autorisant les Ets ABEL CRABOS à exploiter une unité de traitement de plumes et duvets par lavage, séchage et étuvage ;

VU l'arrêté préfectoral complémentaire du 16 février 2012 ;

VU l'arrêté préfectoral du 4 septembre 2017 donnant délégation de signature à Monsieur Yves MATHIS, secrétaire général de préfecture des Landes ;

VU le rapport de l'inspecteur des installations classées en date du 19 mars 2018 ;

Considérant que les conditions d'aménagements et d'exploitation, telles qu'elles sont définies par le présent arrêté, permettent de prévenir les dangers et inconvénients de l'installation pour les intérêts mentionnés à l'article L 511-1 du Code de l'Environnement, Titre 1^{er}, livre V, notamment pour la commodité du voisinage, la santé, la sécurité, la salubrité publiques et pour la protection de la nature et de l'environnement ;

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture des Landes ;

ARRÊTE

PRESCRIPTIONS GÉNÉRALES

L'arrêté préfectoral complémentaire du 16 février 2012 autorisant les Ets ABEL CRABOS à exploiter une unité de traitement de plumes et duvets par lavage, séchage et étuvage est modifié comme suit.

ARTICLE 1 :

- L'article 25.5 de l'arrêté préfectoral du 16 février 2012 est remplacé par l'article 2 du présent arrêté.
- Les autres prescriptions de l'arrêté préfectoral du 16 février 2012 demeurent applicables.

ARTICLE 2 :

Toutes les eaux polluées provenant de l'activité de l'établissement sont collectées par un réseau d'égouts et dirigées vers la station de prétraitement interne à l'usine. Tout est mis en œuvre pour limiter les volumes des effluents et les charges polluantes.

Les effluents sont traités dans un dispositif de prétraitement. En aval, un canal de mesure permettra la mesure et l'enregistrement en continu du débit, le canal est équipé d'un préleveur automatique pour quantifier les charges polluantes.

Le débit maximal de l'effluent rejeté est de 263 m³ / jour.

a - Caractéristiques physiques

Les effluents rejetés doivent respecter, sans dilution, avant rejet vers la station d'épuration communale, les normes et les concentrations maximales suivantes :

- La température maximum du rejet doit être inférieure à 30 ° C.
- Le pH doit être compris entre 5,5 et 8,5.
- Ils ne contiennent aucune substance susceptible de dégager d'autres effluents, des gaz, des liquides ou des vapeurs toxiques inflammables.
- Sont interdits tous déversements de composés cycliques hydroxylés et leurs dérivés halogénés, d'hydrocarbures (essence, gasole, huiles) et dérivés chlorés.
- Le rejet doit être continu sur 24 heures.

b – Valeurs limites autorisées

Les paramètres des effluents doivent respecter les valeurs maximales limites suivantes :

Paramètres	Concentration maximale (mg/l)	Flux quotidien maximal (kg/jour)
DBO5	800	53
DCO	2000	158
MES	600	75
Azote Kjeldahl (NTK)	150	15
Phosphore total (Pt)	50	3
Graisses (SEC/SEH)	300	79

Les boues issues du prétraitement sont enlevées régulièrement par une entreprise agréée et éliminées selon la réglementation en vigueur.

Les bordereaux d'enlèvements de ces boues sont conservés par l'exploitant ainsi que le contrat passé avec l'entreprise agréée.

En sortie du prétraitement, cet effluent est déversé dans la station d'épuration industrielle communale de Saint-Sever sous réserve de la capacité de traitement de cette dernière, dans les conditions fixées par la convention signée entre les deux parties.

En sortie de la station de prétraitement, l'exploitant assure une surveillance de la qualité des rejets aqueux selon la fréquence fixée par le présent arrêté.

ARTICLE 3 :

La présente autorisation est accordée sous réserve des droits des tiers.

ARTICLE 4:

Une copie du présent arrêté sera déposée à la mairie de SAINT-SEVER et pourra y être consultée par les personnes intéressées.

ARTICLE 5 :

En application de l'article L514-6 du code de l'environnement le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction.

Il ne peut être déféré qu'au tribunal administratif de PAU (55 cours Lyautey, 64000 PAU) :

1° Par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles L. 211-1 et L. 511-1 dans un délai de quatre mois à compter du premier jour de la publication ou de l'affichage de ces décisions ;

2° Par les demandeurs ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle la décision leur a été notifiée.

La décision peut faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois le délai de recours.

ARTICLE 9 :

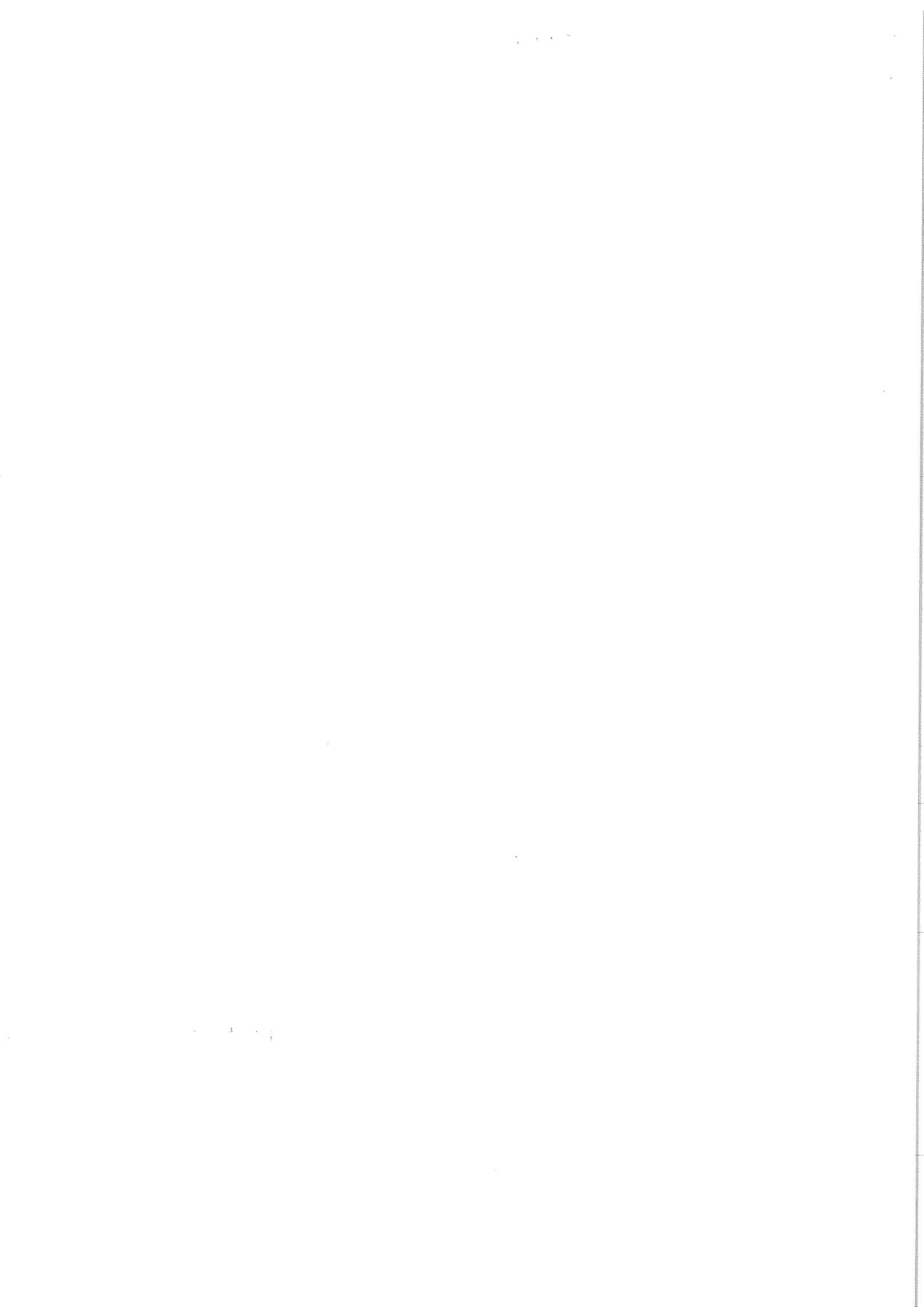
Le secrétaire général de la préfecture des Landes, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement (DREAL) chargé de l'inspection des installations classées, le maire de SAINT-SEVER sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de veiller à l'exécution du présent arrêté dont copie sera notifiée à l'exploitant.

Mont-de-Marsan, le

14 MAI 2018

Pour le préfet et par délégation,
le secrétaire général

Yves MATHIS





Liberté • Égalité • Fraternité

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PRÉFET DES LANDES

Direction de la coordination des politiques
publiques et de l'appui territorial
Bureau du développement local
et de l'ingénierie territoriale

Mont de Marsan, le

14 MAI 2018

Dossier suivi par Mme Muriel TASTET
Tél : 05.58.06.59.12
Mel : muriel.tastet@landes.gouv.fr

LR/AR

Monsieur le directeur,

Le projet d'arrêté complémentaire relatif à la révision des conventions de rejets industriels signées entre la station d'épuration industrielle exploitée par la commune de SAINT-SEVER et les différents industriels agroalimentaires de SAINT-SEVER, a appelé des observations de votre part qui ont été prises en compte par l'inspection des installations classées pour la protection de l'environnement.

En conséquence, je vous notifie l'arrêté définitif.

Conformément à l'article R.514-3-1 du code de l'environnement portant application de l'article L.514-6 relatif aux délais de recours en matière d'installations classées et d'installations, ouvrages travaux et activités visés à l'article L 214-1 du code de l'environnement :

- un délai de deux mois est laissé à l'exploitant à compter de la date à laquelle la décision lui a été notifiée, pour déférer cette décision auprès du tribunal administratif de PAU,
- un délai de quatre mois est laissé aux tiers à compter de la publication ou de l'affichage de cette décision, pour la déférer auprès du tribunal administratif de PAU.

Je vous prie de bien vouloir agréer, Monsieur le directeur, l'expression de ma considération distinguée

Pour le préfet et par délégation,
le secrétaire général

Yves MATHIS

DDCSPP

N°

16 MAI 2018

Monsieur le directeur
Etablissements ABEL CRABOS
Zone Industrielle
BP 20073
40500 SAINT-SEVER

Copie : DDCSPP

	Année	Info
Dir		
Dir. Adj.		
Sec. Gén		
SSLH		
SJSVA		
SVSFAE	^	
SVSMA		
Autres		
SECRET		
TE		



